



Seul le prononcé fait foi

Intervention de Fadela Amara
Secrétaire d'État chargée de la politique de la ville

Réunion des ministres européens du développement urbain
25 novembre Marseille, Palais du Pharo
« Vers la ville européenne durable et solidaire »

Mesdames, Messieurs les ministres, chère Christine Boutin,
Madame le commissaire européen [Danuta Hübner],
Mesdames, Messieurs les présidents,
Mesdames et Messieurs,

Nous sommes réunis ici pour la première fois depuis l'adoption de la Charte de Leipzig sur la ville européenne durable en mai 2007.

Nos villes rencontrent aujourd'hui des problématiques très différentes. Mais la ville, qui regroupe 70% de notre population est et deviendra de plus en plus une **dimension majeure pour l'Europe**.

La **ville cristallise tous les grands enjeux de notre époque**, qui sont désormais trop complexes pour pouvoir être traités à une seule échelle, par un seul acteur.

La ville est comme vous le savez, le **nœud dans les relations** de travail, d'habitat, les relations sociales, économiques, politiques.

La ville permet de créer les synergies d'où naissent les réponses multiformes aux défis de l'Europe.

Mais la ville sera aussi de plus en plus confrontée aux conséquences d'un développement urbain inégal, d'une attractivité croissante pour l'immigration.

La ville peut être le lieu du **repli sur soi**, de la fragmentation sociale et spatiale.

Elle peut être le lieu de tous les paradoxes. Elle est devenue un « acteur social pivot » de notre société mondialisée.

D'où l'importance de nos travaux.

Qu'on le veuille ou non, la ville est un **fait social qui reflète nos choix politiques**. C'est à travers la ville que nous verrons les implications concrètes de nos politiques, mais aussi de leurs dysfonctionnements.

Il ne s'agit pas de figer une approche contraignante, mais d'enclencher une dynamique, une réflexion sur le rôle de l'urbanité et de la ville pour l'Europe.

Adopter une approche du **développement urbain intégré**, c'est comprendre ce potentiel de la ville pour la politique européenne de développement durable, qui doit développer les piliers économique, environnemental et social de façon équilibrée et audacieuse.

En France, comme dans d'autres États membres, nous avons connu une poussée de violence urbaine qui nous a fait réagir et comprendre tardivement que certains quartiers accumulaient les difficultés et les handicaps : enclavement, dégradation, fort taux de chômage, marginalité sociale, insécurité, risque de repli communautaire ou même de dérive obscurantiste.... Nous avons compris alors l'inefficience et l'insuffisance de nos politiques publiques.

Du fait de la persistance de ces difficultés, nous avons créé la **politique de la ville, une politique spécifique** pour compléter le droit commun afin de rattraper le retard accumulé par ces quartiers.

Je sais que les situations sont très différentes dans chacun de nos pays. Mais porter une attention particulière aux quartiers en difficulté, c'est agir à la fois sur les conséquences, mais aussi **prévenir les causes de la tendance à la fragmentation** spatiale et sociale de nos villes et donc de notre société européenne.

C'est agir sur **un levier central pour la cohésion sociale de l'Union**, plus particulièrement en temps de crise.

C'est aussi agir en faveur de l'apprentissage du vivre ensemble, de **l'intégration des immigrés et des européens issus de l'immigration** et de l'ensemble des classes sociales défavorisées qui vivent dans ces quartiers.

Afin de faire face à cet enjeu de société complexe qui engage la société dans son ensemble, la Charte de Leipzig recommande de mettre en œuvre simultanément des politiques publiques répondant à **4 priorités**.

Le développement économique et l'emploi, l'enseignement et de la formation des enfants et des jeunes, le désenclavement de ces quartiers et leur mise en valeur urbanistique fondée sur le concept de « baukultur ».

En tant que secrétaire d'État chargée de la politique de la ville en France, mais aussi en tant qu'enfant d'immigrés ouvriers issue de ces quartiers difficiles, je suis résolument convaincue de l'utilité de cette charte et de la pertinence de ces 4 priorités.

Les risques d'exclusion peuvent se présenter à plusieurs étapes de la vie d'un individu. C'est pourquoi, la responsabilité des politiques publiques est de mettre en œuvre des dispositifs visant à sécuriser les parcours, et ce dès l'enfance qui constitue le premier point de fragilité.

Agir pour la **réussite éducative**, c'est agir sur les causes des inégalités sociales et de l'exclusion. L'école est le lieu par excellence de l'apprentissage de la citoyenneté et de l'émancipation. Elle doit offrir à tous l'égalité des chances et l'accès à l'excellence.

Nous devons ensuite agir en faveur de l'**emploi** parce que l'insertion passe en premier lieu par la fiche de paie, parce qu'avoir un emploi n'est pas seulement porteur de pouvoir d'achat, mais de dignité et d'un mieux vivre ensemble. Au vu des circonstances actuelles, nous devons être d'autant plus créatifs et mobiliser activement le monde de l'entreprise en faveur de l'emploi dans les quartiers en difficulté.

Enfin, cette rénovation humaine et sociale doit s'accompagner d'une **rénovation urbaine**, du cadre de vie, et notamment d'un accès à des **transports** de qualité afin que les habitants puissent bénéficier de l'ensemble des opportunités de la ville.

Seule cette approche intégrée nous permettra de construire une ville européenne durable et solidaire. Elle nous amène aujourd'hui à travailler sur la question du « **comment** » mettre en œuvre ces principes et donc sur la **gouvernance**, qui est toujours une question transversale au développement durable.

La gouvernance n'est pas juste un nouveau mot à la mode. La variété des concepts traditionnels ne parvient plus bien à décrire les régulations dans notre société mondialisée, qui sont culturelles, sociologiques, économiques, qui impliquent de nouveaux acteurs, de multiples échelles.

Les **stratégies de développement urbain intégrées** doivent prendre en compte simultanément et de manière équilibrée la croissance économique, l'équité sociale et le respect de l'environnement.

Elles doivent associer **l'ensemble des acteurs** publics et privés, **décloisonner les politiques sectorielles** et **articuler les politiques** européennes, nationales, régionales et locales.

C'est pour cette raison, que leur mise en œuvre implique, au delà des bonnes pratiques, une **culture du changement** en profondeur.

Nous devons réfléchir à une **nouvelle gouvernance fondée sur la culture du résultat qui nous permet d'innover**, de dynamiser les politiques sectorielles sans figer les actions, ni contourner les institutions.

Le développement urbain intégré implique de mettre en œuvre des **dynamiques réactives**, capables de s'adapter rapidement aux évolutions des villes, des **dynamiques « sur mesure »** qui répondent aux exigences des territoires et qui collent à la réalité des besoins.

Nous avons tous dans nos États une multitude de politiques sectorielles et d'acteurs qui contribuent au développement urbain intégré. On voit bien que les solutions ne sont pas seulement d'ordre technique ou financier.

Les solutions relèvent du **processus**. **Apprendre à travailler ensemble**, dépasser nos cloisonnements institutionnels, communiquer, renforcer les capacités et les interactions entre les secteurs et les acteurs, adopter des modalités d'action et de prise de décision plus partenariales, plus interactives.

Comment faire concrètement pour agir en faveur d'une ville européenne durable?

Il me semble qu'**aucune solution imposée par le haut** ne fonctionnera.

Nous devons initier une dynamique qui prenne en compte les réalités et les rythmes de chaque territoire, et qui nous encourage à œuvrer ensemble vers la ville européenne durable en jouant sur tous les leviers.

Premièrement, cette mise en œuvre concrète ne pourra venir que d'un **processus d'apprentissage collectif** sur le long terme, d'un dialogue continu entre les expériences sur mesure qui s'inventent localement et celles des 27 États membres.

Cette approche collective de la ville européenne durable, nécessite de réinjecter en permanence **l'évaluation et la capitalisation** d'expériences dans l'action. Les indicateurs qui fonderont cette évaluation devront tenir compte des logiques de processus que nous avons décrites tout à l'heure.

Deuxièmement, la mise en œuvre de la ville durable doit s'appuyer sur une **volonté politique forte** capable d'insuffler un changement des mentalités dans toutes les strates de la société. Nous savons que dans tous les processus majeurs de transformation sociale, les barrières les plus fortes sont les barrières mentales.

En particulier concernant les **quartiers urbains en difficulté**, notre responsabilité est de porter la volonté politique de considérer ces quartiers et leurs habitants comme faisant **partie intégrante de la ville et de notre pacte social**.

La volonté politique de comprendre que la richesse de l'Europe de demain vient aussi des talents de ces habitants.

Face aux tentations de replis sociaux, territoriaux, communautaires, nous devons protéger l'intégrité des valeurs du vivre ensemble dans nos sociétés plurielles.

Car je me méfie de tout ce qui peut nous conduire à une **fragmentation de nos sociétés**. **Oui à la diversité, mais dans une dynamique qui tend vers l'unité et la mixité**.

Ces valeurs universelles que les hommes ont en commun : l'égalité et la fraternité, sont les conditions du vivre-ensemble mais aussi de l'émancipation et de l'épanouissement de chacun.

A Leipzig, la présidence française s'était engagée à réaliser un premier bilan de l'application de la Charte. Je vous remercie de votre implication à tous dans le cadre de l'enquête qui a servi à dresser ce bilan.

Et je vous propose maintenant de démarrer notre processus d'apprentissage collectif en écoutant Monsieur Koos van Dijken du Netherland Institute for Cities Innovation Studies (NICIS) qui va nous présenter les résultats de cette enquête.

Je vous remercie.